

Une monnaie nationale complémentaire

Une porte à pousser pour rendre possible ce qui ne l'est pas

Jusqu'à l'ère industrielle l'économie visait la subsistance. Sa logique reposait sur le cycle *production / argent / production*. On produisait en premier, on vendait sa production ensuite pour générer un revenu permettant de subsister d'une part et de produire à nouveau. Cette description des choses est toutefois déjà très moderne. N'oublions pas en effet que pour une grande partie de la population le passage par l'argent ne se faisait pas, le travail étant rarement rémunéré.

Mais l'industrialisation a conduit la production à dépendre de l'apport d'un capital préalable pour financer l'outil de travail. S'est développé alors la logique *argent / production / argent*. Avoir en premier les moyens d'investir dans l'outil de travail et produire ensuite pour gagner de l'argent dans l'intérêt prioritaire des propriétaires de l'outil.

Ces quelques lignes mettent en évidence la transformation du mode de pensée qui est à la source des crises qui nous secouent. La logique *production / argent / production* force à donner la valeur à la production, autrement dit à la richesse réelle, celle dont dépend directement la vie des gens : la terre, l'eau, la récolte... Alors que la logique *argent / production / argent* conduit à placer l'argent (richesse symbolique) en première préoccupation et à donner l'argent comme finalité de la production. C'est ainsi que l'agriculture, par exemple, n'a plus comme vocation celle de nourrir les peuples, mais celle « d'alimenter » le marché des matières premières dont le but est exclusivement financier, totalement étranger au sort des paysans et à la faim dans le monde. C'est ce qu'on appelle la « financiarisation de l'économie qui a pris des proportions exorbitantes depuis les années 1990, grâce en particulier à la totale libéralisation de la circulation des capitaux et à l'invention des produits dérivés.

Ainsi le paradigme qui nous tue à petit feu est celui qui nous a fait littéralement laisser la proie pour l'ombre. La proie, richesse réelle, restaure, mais l'ombre, l'argent, ne se mange pas. Certes il permet d'acheter la proie mais à condition qu'elle soit mangeable ou qu'il y en ait encore. Or sans doute avez-vous entendu parler de la pollution, de la dégradation de la biodiversité et de la raréfaction des ressources naturelles non renouvelables. À quoi pourra bien servir l'argent s'il n'y a plus rien à acheter? À quoi servirait-il de gagner sa vie si les conditions mêmes essentielles à la vie ne sont plus respectées?

La clef réside donc dans la possibilité de faire de l'argent un moyen au service de la vie et non une fin en soi.

C'est ici que se situe la bonne nouvelle! Tout est prêt pour cela car la monnaie, elle, n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était. Depuis 1971, date à laquelle la dernière monnaie encore convertible en or, le dollar américain, a abandonné sa convertibilité, de richesse matérielle, ayant une existence et une valeur propres, rare et pouvant manquer, est devenue une simple unité de compte virtuelle, sans existence ni valeur intrinsèque, purement créée par la volonté humaine selon des critères dépendant d'elle seule. Si on nous chante encore sur tous les tons qu'« *on ne peut pas faire parce que ça coûte trop cher et qu'on n'a pas les sous* », ce n'est pas que cela repose sur une réalité quelconque, c'est que les tenants de la bourse ont décidé - y trouvant un intérêt considérable pour leurs affaires - d'entretenir dans l'esprit des gens la croyance que la monnaie existe et est en soi une richesse rare. **C'est la persistance volontaire du paradigme de la rareté de l'argent qui permet à ceux qui le créent de faire croire qu'il a de la valeur en soi et une réalité physique.** Tant que nous n'aurons pas intégré le fait que la monnaie moderne n'est qu'un signe virtuel obéissant à la seule volonté humaine, le destin de l'humanité restera conditionné au bon vouloir de la poignée de ceux qui, grâce à la survivance du paradigme qu'ils alimentent, nous font croire qu'on a besoin de leurs électrons comme s'ils s'agissait de pièces d'or.

Prenons un instant la mesure de ce qui vient d'être dit. Si donc la monnaie n'est qu'un symbole dont la quantité potentielle est infinie, uniquement déterminée par les hommes, cela permet d'entrer résolument dans un nouveau paradigme, le « paradigme de vie » :

- Car la représentation qu'on se fait de la richesse cesse d'être l'argent qui ne vaut rien en soi pour se porter sur tout ce qui permet de prendre soin de la vie sous toutes ses formes.

- La nature même de l'activité humaine s'en trouve modifiée. Tout projet et toute activité, dès lors que leur finalité n'est plus monétaire, peuvent être conçus uniquement en fonction de leur réelle utilité sociétale.
- On peut passer d'une logique de **redistribution** à une logique de **création**. Actuellement, est considérée comme richesse ce qui génère un flux financier. C'est donc la production marchande, celle qui est payée par un marché acheteur qui obéit à cette exigence. Pour financer les biens collectifs et services d'utilité commune, une partie du revenu des entreprises et des citoyens doit être ponctionnée (fiscalité) pour être redistribuée sous forme de prestations sociales et d'investissements en infrastructures. Mais comme dans notre nouveau paradigme les collectivités peuvent se financer par création monétaire, l'endettement, pas plus que la nécessité de générer des recettes fiscales ne se justifient. La fiscalité demeure toutefois nécessaire car dans un système où la monnaie se crée à la hauteur et au fur et à mesure des besoins, le montant de la masse monétaire en circulation aurait tôt fait d'être bien supérieur à la valeur des biens et services disponibles dans la société. Cela conduirait rapidement à une hyper inflation. La fiscalité devient alors un outil de régulation de la masse monétaire, destiné à retirer de la société le surplus de monnaie et garantir ainsi la stabilité des prix.
- Les relations humaines s'en trouvent pacifiées. En effet, aujourd'hui, c'est un combat permanent auquel se livrent les gens, les organisations et les États entre eux, dès lors que leur sort est suspendu au capital financier qu'ils détiennent car, dans un contexte de ressources rares ce sont les plus offrants qui y ont accès. Ce combat, qui rend indispensable la croissance pour satisfaire le toujours plus de besoin d'argent et rend incontournable le saccage de la planète, n'a plus raison d'être. Bien sûr, ce n'est pas parce que la monnaie peut se créer à volonté que les ressources deviennent elles-mêmes infinies! Mais dans un contexte global où les peuples dans leur ensemble auront compris que la survie de tous et chacun dépend du soin qu'on apporte à la nature et à l'utilisation équilibrée des ressources au niveau de ce que la Terre peut produire sans se dégrader, c'est la solidarité, le partage équitable et la mise en commun de tous les moyens dont le monde dispose qui se révéleront les plus efficaces pour garantir un vivre ensemble harmonieux dans le respect des cultures et traditions de chacun.

Tout tourne donc autour de la conception qu'on a de la richesse et de la croissance. Jusqu'à présent elle est horizontale; quantitative, uniquement liée à l'augmentation exponentielle de la richesse marchande génératrice de profits financiers. Mais vous l'aurez compris, le défi que nous avons à relever en ce XXIème siècle, est d'apprendre à donner de la valeur à une richesse non prise en compte actuellement, **la richesse qualitative, celle qui est facteur de préservation et d'épanouissement de la vie sans considération aucune du coût et de la rentabilité financière des activités permettant d'y parvenir.**

Il faut donc rendre autonome, et donc non dépendante, cette composante qualitative, autrement dit doter le corps de l'humanité d'une deuxième jambe au lieu de la béquille qui permet à nos sociétés unijambistes de ne sauver, pour combien de temps encore, que les apparences.

Pour ce faire il suffit de créer un nouvel espace économique à finalité de bien commun, complémentaire au système marchand actuel, qui regrouperait les activités dont le contenu n'a pas par nature à être considérée comme une marchandise tels que la santé, l'éducation, la recherche, la transition écologique... Ce nouvel espace serait régi par un statut juridique spécifique ne répondant pas à la logique de profit ou d'équilibre financiers mais à celle de ce que nous pourrions appeler le bénéfice sociétal (l'atteinte des objectifs sociétaux visés). C'est le débat public qui permettrait de déterminer ce qui relève légitimement de chaque champ, marchand ou sociétal, quant au **financement, il ne serait assuré ni par l'impôt, ni par l'emprunt, mais par l'utilisation d'une monnaie sociétale complémentaire à la monnaie nationale en vigueur, émise par un organisme public sous mandat et contrôle du peuple, à hauteur des besoins déterminés par les projets décidés.** C'est l'introduction de cette monnaie complémentaire, **ayant cours légal**, qui conférerait la pleine autonomie à ce nouvel espace.

Comprenons bien la différence. Alors que l'économie marchande ne met un produit ou un service sur le marché qu'à la hauteur du financement qui peut être mobilisé, l'économie sociétale répond à la logique suivante :

- 1 – Si un projet à finalité de bien commun est collectivement souhaité et que la volonté de le réaliser est là;
- 3 – si les connaissances du moment, les moyens techniques et énergétiques disponibles permettent d'y répondre;

4 – si l’empreinte écologique prévisible est compatible avec les ratios internationalement admis;
5 – si les ressources humaines nécessaires sont disponibles grâce au fait, entre autre, que le monde de la production a de moins en moins besoin de main d’œuvre;
Alors rien ne s’oppose plus à sa mise en œuvre puisque le financement obéit au besoin au lieu de le conditionner.

La seule difficulté qui reste à résoudre est de faire en sorte que l’introduction d’une monnaie complémentaire émise à hauteur des besoins sociétaux n’affecte pas la monnaie marchande qui, elle, doit être reconnue internationalement. Une certaine étanchéité entre les deux systèmes est donc nécessaire. Pour cela la monnaie complémentaire doit répondre aux quelques exigences suivantes :

- Elle doit n’avoir cours qu’à l’intérieur du territoire national. Par exemple, au sein de la zone euro, tous les pays appartenant à cette zone auraient pour monnaie commune marchande l’euro, mais chaque pays de la zone aurait sa propre monnaie complémentaire, lui permettant de conduire librement sa politique sociétale.
- Elle n’est pas convertible; elle n’a donc pas d’effet sur le cours de la monnaie marchande
- Elle est à parité de pouvoir d’achat avec la monnaie marchande : Une unité de monnaie complémentaire = une unité de la monnaie marchande, de sorte que les échanges économiques à l’intérieur du territoire peuvent se faire indifféremment avec l’une ou l’autre monnaie.
- Pour ne pas affecter le commerce extérieur, on ne peut acquérir avec la monnaie complémentaire (sauf exception), que des biens et services produits sur le territoire. Cela représente un handicap au départ pour les personnes dont les revenus sont exclusivement en monnaie complémentaire, mais c’est à tous points de vue plus avantageux que de toucher des minima sociaux sans oublier que cela conduira à relocaliser dans un deuxième temps certaines productions abandonnées.
- Elle est exclusivement électronique afin de permettre une fine gestion de la masse monétaire. Car il s’agit de pouvoir déterminer en permanence la masse monétaire nécessaire pour mener à bien les besoins identifiés et agréés et ce qu’il faut retirer de la circulation au-delà. Il n’est pas question de déverser dans la société une monnaie complémentaire sur le mode « quantitative easing » mais d’émettre et retirer ce qu’il faut quand il faut.

Bien d’autres questions se posent, évidemment; car ce simple article ne saurait répondre à à tout. Et puis, il ne s’agit pas de répondre à tout. C’est un sujet de société qui doit être porté par les nations elles-mêmes. Et si le principe, dans son esprit, démontre assez d’avantages, alors les réponses, n’en doutons pas, seront trouvées. Considérons donc les avantages principaux en guise de conclusion:

- Contrairement au fait qu’en règle générale la mise en œuvre d’une réforme, même globalement positive, contrarie certains intérêts, ici les intérêts actuellement dominants ne sont pas remis en cause; personne ne perd, tout le monde gagne;
- La mise en service d’une monnaie complémentaire nationale peut se décider au sein d’une nation sans avoir à obtenir une révision préalable des traités et accords internationaux. La décision relève de la seule souveraineté nationale. Il va toutefois sans dire qu’un pays qui déciderait cette mise en œuvre dérogerait à certains accords et s’exposerait à une belle levée de boucliers de la part de la classe dirigeante ultra libérale mondiale. Mais les peuples ne sont pas idiots et ils auraient vite fait de voir la solution que représenterait pour eux-mêmes l’application d’une telle mesure et forceraient leurs dirigeants à aller dans ce sens.

Ces deux premiers avantages sont considérables car ils rendent le projet réaliste et réalisable sans autre barrière que la volonté de le mettre en chantier. Notons toutefois encore quelques avantages non négligeables :

- La question récurrente de l’emploi trouverait sa solution car ce nouvel espace économique offrirait potentiellement, non plus un emploi, mais une activité utile, rémunératrice et épanouissante, à toutes celles et ceux qui ne se sentent plus à leur place dans le système actuel ou qui en sont exclus ou en mis en marge.
- La pleine reconnaissance d’un espace dont la finalité est purement qualitative tirerait la société vers le haut; elle modifierait les attitudes, les relations et la demande, de sorte que le secteur marchand lui-même serait entraîné dans cette spirale vertueuse, ne serait-ce que pour répondre à cette demande.
- Les vraies questions de société ne seraient plus pensées en fonction des budgets disponibles ou des intérêts commerciaux, mais en fonction de ce qui serait souhaité idéalement. Imaginez un instant comment pourraient évoluer les débats si les aspects purement économiques et financiers étaient exclus des réflexions

- portant par exemple sur l'enseignement, la santé, l'énergie, l'écologie...
- En ne faisant plus dépendre la qualité de vie des peuples de l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leur commerce, l'ensemble des nations pourraient parvenir rapidement à un indice élevé de BIB (bonheur intérieur brut) dans le respect de leur culture et traditions. Les problèmes liés aux mouvements migratoires disparaîtraient rapidement car, si les conditions de vie deviennent agréables chez soi, pourquoi voudrait-on quitter son pays autrement que porté par un motif étranger à la simple survie?
 - Mondialisation et souveraineté en sortiraient réconciliés. Chaque peuple, en effet, retrouverait la possibilité de déterminer et d'appliquer par lui-même et pour lui-même la recette de sa qualité de vie. Libérées de l'aiguillon de la nécessité, les relations internationales s'en trouveraient pacifiées, portées sans arrière pensée par le désir commun de prendre soin de notre vaisseau spatial, la Terre.
 - La démocratie ferait un grand bond en avant car ce nouvel espace ne peut exister sans un débat public ouvert et permanent pour définir les besoins sociétaux et y répondre dans une logique de subsidiarité.
 - Les prix cachés liés à la dégradation de la société actuelle se traduisant par une fragilisation de la santé, une diminution importante de l'espérance de vie pour beaucoup, la violence qui s'exprime à tous les niveaux et sous les formes, les sauve-qui-peut dans la drogue, le vol, la corruption... se trouveraient naturellement très allégés, dès lors que chacun, recevant un revenu décent, pourrait se sentir intégré et reconnu dans une société à laquelle il aurait plaisir à participer utilement.

Il est évident qu'un projet de ce genre prendre du temps à s'incarner; car ne peut pousser que ce qui est planté. Pour l'heure, il s'agit d'en faire un sujet de société en faisant connaître le principe. Si le concept a du sens pour vous, merci de le diffuser à vos réseaux pour que la conscience collective s'en empare.

“C'est impossible dit la Fierté ! C'est risqué dit l'Expérience !

Ca ne sert à rien dit la Raison ! Essayons et Faisons-le dit le Cœur ! (R.Godwin)

&

Pour en savoir plus : Lire Une monnaie nationale complémentaire, par Philippe Derudder et André-Jacques Holbecq aux éditions Yves Michel.

- Version papier :
http://www.souffledor.fr/boutique/produits_monnaie-nationale-complementaire-une_3340.html
- Version numérisée :
<http://www.yvesmichel.org/product-page/e-books/monnaie-nationale-complementaire-une-e-book>
- L'idée est également développée sur le site <http://aises-fr.org/411-ecs.html>